

Aide sociale à l'enfance : une plainte contre la France déposée auprès du Comité des droits de l'enfant de l'ONU

Cette plainte a été déposée par Sara Després, avocate et ancienne enfant placée. Elle l'a annoncé, samedi, dans un communiqué de presse.

 lire plus tard

 franceinfo
Radio France

Publié le 14/04/2025 10:30

 Temps de lecture : 1min



Un rassemblement du Comité des enfants placés devant l'Assemblée nationale, à Paris, le 8 avril 2025. (VINCENT ISORE / MAXPPP)

L'avocate et ancienne enfant placée Sara Després a fait savoir, samedi 12 avril, dans un communiqué de presse qu'elle avait déposé plainte contre la France auprès du Comité des droits de l'enfant de l'ONU "aux fins d'ouverture d'une procédure d'enquête". Cette plainte fait suite aux conclusions de la commission d'enquête parlementaire qui estimait dans son rapport final publié, mardi 8 avril, que la protection de l'enfance en France est "*aujourd'hui dans le gouffre*".

 à lire aussi

[Aide sociale à l'enfance : "Il manque 30 000 postes", alerte la députée socialiste Isabelle Santiago](#)

Dans son communiqué, l'avocate affirme que son cabinet "a relevé de nombreuses violations graves et récurrentes des droits des mineurs confiés auprès de l'aide sociale à l'enfance". Elle dénonce "un système exsangue, attentatoire aux droits fondamentaux, notamment ceux relatifs à la non-discrimination, à l'intérêt supérieur de l'enfant, à la vie, à l'expression libre de l'enfant, à la protection des mauvais traitements, à la protection de l'enfant privé de son milieu familial, à la protection de la vie privée de l'enfant, à un niveau de vie suffisant, à l'éducation, à l'accès aux loisirs et à la prévention de la prostitution des enfants".

"Le cabinet [d'avocats] forme le vœu de replacer au cœur des dispositifs de protection de l'enfance le respect et l'effectivité des droits fondamentaux des mineurs confiés", peut-on lire dans ce communiqué. Selon le dernier bilan officiel, 396 900 jeunes sont suivis par la protection de l'enfance en France, compétence des départements depuis les années 1980.